

LE CONTRE POUVOIR GAGNANT

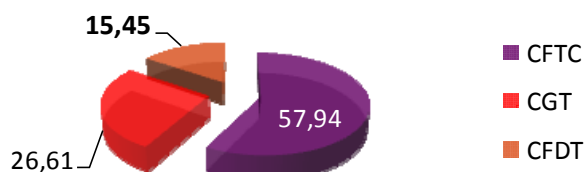
VEOLIA EAU

Résultats élections

Ces deux dernières semaines ont eu lieu les élections pour les Établissements suivants : l'Île de la Réunion, le Centre-Est et le Siège de l'UES.

La CFDT progresse à l'Île de la Réunion. Vous trouverez ci-dessous le graphique représentant le choix des salariés. Nous en profitons pour saluer la victoire de la CFDT.

Île de la Réunion



Le 5 novembre dernier, c'était au tour de la **Région Centre-Est : le plébiscite pour la CFDT est sans appel.**

Les salariés ont reconnu un véritable travail syndical et de communication de chaque instant. Ils ne sont pas tombés dans le panneau affiché par certaines Directions de Centre, qui n'ont pas hésité à faire campagne pour les autres Organisations syndicales, avec des affirmations du genre : «ne votez pas CFDT, car ils vont faire couler la boîte, etc ». Ceci est scandaleux et c'est nous donner des pouvoirs qui seraient de surcroît bien mal utilisés ! Pour rappel, les dettes dont l'Entreprise a hérité ne viennent pas de la CFDT, il nous semble, mais bien de Messieurs Messier et Proglio...

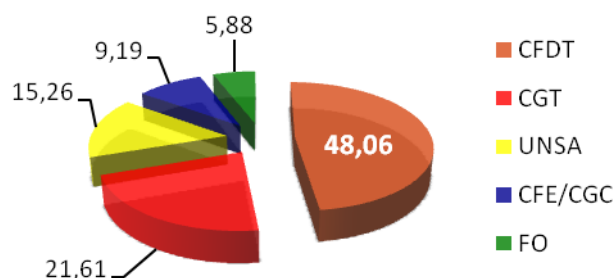
Les salariés ne sont pas dupes et ont reconnu en la CFDT une Organisation syndicale responsable et déterminée pour le maintien des institutions et le respect de leur indépendance. Notre détermination à comprendre, à critiquer pour être force de proposition sur les projets de la Direction, a toujours comme objectifs la pérennité de l'Entreprise, l'amélioration de nos conditions de travail et le maintien de l'emploi.

Nous remercions les salariés qui ont permis, et c'est historique, de donner la **majorité absolue** à notre Organisation, en lui donnant 14 élus pour le Comité d'Établissement et 50 Délégués du Personnel disséminés sur l'ensemble de cette immense Région (proximité quand tu nous tiens !). Et nous ne résistons pas à l'envie de vous faire part d'une remarque d'un de nos militants qui, avec humour en voyant l'étendue de la Région, s'exclamait : «si nous plions la carte de France, ça touche, ça touche !»

Bref, vous pouvez faire confiance en notre pugnacité dans notre intérêt à tous. Et cela s'inscrit autour d'un dialogue social que nous souhaitons constructif et sans langue de bois. Notre seul regret est encore de constater une telle scission entre les cadres et les non cadres par leur vote. La CFDT est pourtant Une et Une seule OS et surtout pas catégorielle. Alors pourquoi un tel contraste entre le résultat au Siège de l'UES (voir plus loin) où une très grande majorité de cadres nous reconnaissent et celui de Centre-Est ? Surement l'histoire dans notre Région...

Vous trouverez ci-dessous le graphique donnant le pourcentage pour chaque OS :

Centre-Est



Enfin, jeudi dernier les salariés du **Siège** sont venus clôturer ces deux semaines électorales. Quatre OS étaient en lice : CFDT, CFE/CGC, CGT et FO. Nous n'avons pas encore les pourcentages définitifs, mais la CFDT obtient plus de 60% des suffrages et la **majorité absolue** avec 10 élus sur 14 au CE et 12 élus DP. Les salariés ont une nouvelle fois renouvelé leur confiance en notre OS, nous nous montrerons dignes de cette confiance renouvelée.

Pour ces 3 Régions, la CFDT remercie tous les salariés qui ont fait vivre la démocratie par leur vote.

VEOLIA EAU

Prochaines élections

Ile de France	19 novembre
Nord-Ouest	26 novembre
Sud-Ouest	28 novembre
Est	3 décembre
VEDIF	3 décembre
Méditerranée	12 décembre



“Nous sommes face à une crise des responsabilités”



Dans un long entretien accordé à *L'Opinion* du 8 novembre 2013, Laurent Berger met en garde contre la crise des responsabilités, dont le symbole est aujourd'hui le mouvement des "bonnets rouges".

Les cas d'entreprises en difficulté se multiplient. Le climat social est-il en train de se dégrader rapidement ?

Il y a d'abord la réalité vécue, qui est très difficile pour de nombreux citoyens (le chômage, en particulier chez les jeunes, la situation précaire de beaucoup de salariés, la pauvreté qui progresse, comme vient de le montrer le Secours catholique...), mais heureusement pas pour tous. Il y a ensuite le ressenti : cette situation crée des craintes, souvent sur le devenir collectif plutôt qu'individuel. Beaucoup de salariés s'interrogent sur le sens du travail. Et puis il y a la politique au sens large. Nous sommes face à une crise des responsabilités. Trop d'acteurs disent «ça ne va pas», mais rejettent la responsabilité sur le voisin et ont du mal à agir. Je n'aime d'ailleurs pas cette expression de «climat social», on dirait que chacun commente le temps qu'il fait, comme s'il ne pouvait rien y changer.

Qui visez-vous quand vous parlez d'une «crise des responsabilités» ?

Je parle des syndicats, lorsqu'ils manifestent sans faire de propositions, sans se tourner vers l'avenir. Je parle du patronat, qui ne met jamais en cause la responsabilité d'aucun chef d'entreprise, qui affirme que la fiscalité est responsable de tous les malheurs du pays et qui refuse de considérer que le dialogue social puisse être facteur de compétitivité. Je parle de l'opposition, qui fait des commentaires à la petite semaine, mais ne prépare pas grand-chose. Je parle du gouvernement, qui non seulement ne fixe pas le cap, mais sonne lui-même la charge contre le «ras-le-bol fiscal». Chacun essaie de refiler le mistigri à son voisin et au final, les citoyens se laissent bernier par le populisme, comme on le voit en Bretagne ou avec la montée du FN.

Pourquoi parlez-vous d'instrumentalisation des salariés par le mouvement des «bonnets rouges» ?

La CFDT a manifesté, dès le 23 mars, pour alerter sur la situation de l'agroalimentaire breton. Depuis des années, nous prévenons qu'une partie de cette industrie va dans le mur en restant sur le créneau de produits à bas coûts, possible uniquement grâce aux subventions européennes, dont tout le monde savait depuis dix ans qu'elles allaient être supprimées. Ceux-là mêmes qui se sont complu dans cette solution de facilité (tant que je gagne, je joue...), alors que d'autres investissaient pour monter en gamme, rejettent aujourd'hui la faute sur une écotaxe qui n'existe pas encore ! Ces patrons qui râlent contre les impôts vont supplier un ministre d'obtenir le retour des subventions. C'est quand même difficile pour nous d'envisager de défiler aux côtés des patrons de la grande distribution ou de coopératives agricoles qui n'ont pas voulu entendre, pendant dix ans, que l'industrie agroalimentaire allait devoir faire sa mutation. Et brûler un portique ne donnera pas davantage de travail aux salariés.

Les artisans s'affolent de voir des travailleurs européens «détachés» de plus en plus nombreux. Faut-il refermer les frontières ?

Non, mais il n'y a pas une rencontre où les salariés ne me parlent pas, eux aussi, de ce phénomène. La position de la CFDT est claire : à travail égal au même endroit, salaire égal et cotisations sociales égales. Nous souhaitons la mise en place, au sein de l'Inspection du Travail, d'un corps spécialisé sur ce thème pour améliorer les contrôles. Il est urgent aussi de faire évoluer la Directive et de responsabiliser les donneurs d'ordre, qui dans de nombreux secteurs peuvent détecter les abus. Nous portons aussi le sujet au niveau d'un dialogue social européen auprès de nos homologues syndicaux.

Taxe le gouvernement de passivité face aux plans sociaux ?

Pas partout. Agir ne veut pas forcément dire faire du bruit ! Mais il doit avoir un rôle d'incitation, d'accompagnement sur chaque dossier. Par exemple sur Alcatel, il pourrait rappeler que le crédit impôt recherche fait qu'un ingénieur R&D coûte moins cher en France qu'aux États-Unis et que le secteur des télécoms est stratégique. Un bon argument pour maintenir la recherche en France !! La loi de sécurisation de l'emploi, découlant de l'accord que la CFDT a signé, prévoit de faire homologuer les plans sociaux par l'administration. Si Alcatel refuse de remettre en cause la dureté de son plan de restructuration par la négociation, l'administration devra jouer tout son rôle.

Avez-vous des reproches précis à faire à Pierre Gattaz, le patron du Medef ?

Je ne m'en prends jamais personnellement à quelqu'un. Mais le patronat ne peut pas tomber dans une logique poujadiste et distribuer des cartons jaunes ou rouges. Cela dresse les uns contre les autres. Le discours qui s'en tient à la baisse des charges est dangereux, car il donne le sentiment que la compétitivité est seulement une question de coût du travail. C'est faux et le Medef l'a dit avec nous. C'est ce qui a abouti au rapport Gallois. En outre, oui, il y a une fiscalité sur les entreprises et nous avons toujours été prêts à en débattre. Mais s'est-elle forcément accrue par rapport à celle sur les ménages ? Je n'en suis pas sûr.

La CFDT déplore que la grande réforme fiscale promise par François Hollande ait été oubliée. Est-il encore possible de la lancer ?

Il est toujours temps, surtout quand la défiance contre l'impôt monte et mon horizon de temps ne s'arrête pas à la fin du mandat de François Hollande. On doit déterminer ensemble qui doit payer, à quelle hauteur, avec quels objectifs.

Les Français ne sont-ils pas arrivés à un point de saturation ? N'est-il pas temps de baisser les dépenses ?

Le consentement à l'impôt est crucial, il faut donc expliquer à quoi il sert. Je suis prêt à en débattre, mais je crois que notre société a besoin de solidarité, de sécurité, d'infrastructures pour l'avenir, d'écoles, d'hôpitaux...

Vous réclamez un cap, quel est celui dont vous rêvez ?

Chaque génération aspire au progrès : quel est le sens que nous voulons donner à cette idée aujourd'hui ? Est-ce seulement de baisser les dépenses ? Non, nous devons investir dans la qualité. Quel emploi veut-on pour demain ? Le gouvernement travaille sur la France dans dix ans... Ces travaux doivent servir pour construire les filières d'avenir, dans l'industrie, le numérique ou la santé, avec des emplois de qualité. Aujourd'hui, les Français n'entendent que le discours de l'effort. Le président de la République ne leur fixe pas de cap. Si on ne leur dit pas vers quoi on veut aller, il n'y a pas d'espoir ni d'adhésion possibles. Et c'est là-dessus que le populisme fait son nid, que la démocratie s'affaiblit.

Informez, revendiquez, négociez... Votez CFDT.

